

Arles, le 17 décembre 2019

Communiqué de Presse

Dégradation de la sécurité publique sur la ville d'Arles : Monica MICHEL alerte le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône : « *Je regrette le déni ambiant des problèmes de sécurité dans la ville d'Arles. Il est indispensable de mettre un terme à cette situation et que chacun prenne conscience de la réalité vécue par les arlésiens.* »

Ces dernières semaines, des atteintes insupportables aux biens des Arlésiens ont eu lieu. Dans la nuit du 5 au 6 décembre, la police nationale a été prise à partie au niveau du rond-point du Vittier par plusieurs dizaines d'individus qui avaient préalablement bloqué la RN113, leur lançant des cocktails Molotov, si bien que des renforts ont dû être appelés depuis Marseille. Dans la foulée, plus d'une quinzaine de véhicules privés ont été incendiés en plein centre-ville, dans le quartier de la Roquette et autour de la place Lamartine notamment.

Dans la nuit du 14 au 15 décembre, les Arlésiens vivant dans le quartier des Alysamps ont constaté des dégradations en série sur leurs véhicules. Plus de cinquante voitures auraient été vandalisées (pneus crevés).

La nuit dernière, encore vingt véhicules supplémentaires ont été incendiés en sept points de la ville, notamment dans le quartier du Trébon.

Je condamne très fermement ces exactions inacceptables. Elles sont le dernier épisode d'une insécurité constante bien que d'intensité variable à Arles. Cela n'a que trop duré. Les Arlésiens ne toléreront pas plus longtemps de vivre dans l'insécurité, dans leur ville, dans leur quartier. Car l'ensemble de l'agglomération est concerné.

Je tiens à saluer la réactivité et le professionnalisme des forces de l'ordre, policiers arlésiens et marseillais, sapeurs-pompiers des Bouches-du-Rhône, qui sont venus de Miramas, Tarascon et Saint-Martin-de-Crau en renfort de leurs collègues d'Arles.

Néanmoins, force est de constater que les moyens dont ils disposent pour assurer l'ordre public à Arles ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Le Gouvernement a engagé une politique appropriée de recrutement de policiers et de gendarmes, après des années de réduction des effectifs sur l'ensemble du territoire. Il faut saluer cette décision car il s'agit d'un service public essentiel à rendre aux Français.

Arles ne peut cependant pas attendre que cette politique connaisse sa pleine mesure. Je vous demande donc instamment de pourvoir à ces manques manifestes en dépêchant durablement sur le commissariat d'Arles les moyens humains et matériels d'enquête et d'intervention nécessaires à la sécurité publique de la troisième commune des Bouches-du-Rhône. Le besoin en effectifs sur la zone métropolitaine ne peut se faire au détriment du reste du département.

Depuis trop longtemps, les efforts de l'État sont restés isolés faute de prise en compte sérieuse des questions de sécurité par les élus de la ville d'Arles. La Police municipale est en sous-effectif évident qui dispose de moyens inappropriés, comme l'insuffisance de caméras de surveillance, par exemple.

Dès 2018 j'ai attiré l'attention des responsables locaux sur ces carences et je regrette le déni ambiant des problèmes de sécurité dans la ville d'Arles. Il est indispensable de mettre un terme à cette situation et que chacun prenne conscience de la réalité vécue par les arlésiens. Je ne doute pas que le Préfet de Police des Bouches-du-Rhône saura agir pour assurer au mieux sa mission de maintien de l'ordre public à Arles

Monica MICHEL
Députée des Bouches-du-Rhône
16^{ème} circonscription